

L'école aux quotidiens

Photos: François TEFNIN



La presse en a parlé. Nous y revenons.

À partir d'un article récent, entrées libres interroge une personnalité, du monde scolaire ou non.

L'occasion, pour elle, de nous proposer un éclairage différent.

Et vous, qu'en pensez-vous?

RELIGION ET IMMIGRATION

Dans un article récent de la Revue Nouvelle¹ intitulé "Religion et immigration: l'Islam en Europe", Albert BASTENIER évoque les questions posées par l'immigration et la présence musulmane importante dans nos sociétés. Il revient ici sur ses propos.

Votre article aborde les inquiétudes et les difficultés liées à la présence musulmane, notamment sous l'angle du rôle "non déclinant" de la religion dans le monde moderne. L'imprégnation culturelle de celle-ci est-elle plus forte que ce qu'on imagine?

Albert BASTENIER: La notion de désécularisation est ancienne. Depuis les années 70, certains se sont interrogés sur la persistance d'attitudes religieuses, voyant le mouvement de déclin s'accompagner d'un mouvement de résurgence. Grace DAVIES, sociologue anglaise, parle de la "croyance sans appartenance". Ce qui est le plus touché n'est pas la référence à la chose religieuse ou au sacré, mais l'appartenance institutionnelle. Les gens n'adoptent plus les pratiques traditionnelles mais sont toujours intéressés par la chose religieuse. Ils réinvestissent dans d'autres formes religieuses que celles héritées des parents. Cela participe au mouvement de "déclin des institutions", comme le définit François

DUBET: ce mouvement de distanciation par rapport à toutes les formes instituées de conduites, que ce soit dans le domaine juridique, politique, religieux ou scolaire. E. TROELSTCH parlait de "religion en vadrouille". La religion batifole, elle n'est plus enclose dans des institutions.

Quelles sont les conséquences pour l'enseignement catholique?

AB: La situation contemporaine lui pose évidemment des questions difficiles, d'abord parce qu'il a été conçu, au départ, comme un instrument institutionnel. Il reste que, dans le champ de négociation dont il dispose, il doit se mouvoir avec astuce entre ses missions et les objectifs institutionnels. Je pense qu'il y a 20-30 ans, l'école catholique disposait de plus de souplesse à l'égard des jeunes d'origine musulmane. La volonté des ministres de refiger l'enseignement catholique dans son pilier empêche, par exemple, de donner des cours de religion musulmane, ce qui pouvait se pratiquer auparavant. Je regrette que l'enseignement catholique en soit venu, de fait, à s'aligner sur l'interdiction du voile dans l'espace scolaire. Je n'ai jamais pensé que la situation sociale et culturelle en Belgique était telle qu'on ne pouvait s'en sortir que par cette pratique. C'est un alignement sur la politique de ceux qui continuent, dans le monde de la laïcité, du libéralisme et du socialisme belge, à identifier la légalité et la justice à la parfaite identité de tout le monde. Le monde de la laïcité est celui où la notion de progrès, de modernité ne peut pas se concevoir sans l'idée d'une disparition progressive de la religion, considérée

comme un archaïsme. Donc, la modernité doit être homogène. Or, la situation contemporaine montre que la réalité est polymorphe. Nous sommes face à des personnes qui pensent faire œuvre de salubrité culturelle et publique en interdisant le voile. Pour elles, celui-ci est un signe d'archaïsme, de soumission des femmes à une société machiste et, dès lors, on fait du bien au monde en l'interdisant. Comme si les femmes dévoilées de la société occidentale étaient le modèle sur lequel tout le monde doit s'aligner... Cela procède d'une conception occidentale de la modernité qui n'est pas capable de prendre distance par rapport à elle-même.

Ceci dit, dans la mesure où le problème a été géré de manière biaisée dès le départ, il y a autant de manipulations potentielles du côté musulman que du côté chrétien ou laïc. On a enclenché un problème en inventant les termes, et tout le monde est piégé. Interdire le voile a joué dans le sens d'une intensification du désir de porter le voile. Ce problème est un lieu d'honneur symbolique auquel on ne veut pas se soustraire. En France, le voile interdit à l'école, le problème se pose avec la bourka. Cette tentative de la revendication extrême, nous l'avons fabriquée.

Vous analysez l'immigration comme "médicament pour l'Europe" contre la dénatalité et le vieillissement, et comme un phénomène qui a des répercussions sur la vie collective. Vous évoquez Michèle TRIBALAT qui, dans son dernier livre², semble dénoncer l'aveuglement des pouvoirs publics en la matière, en pointant notamment l'échec de la

mixité des quartiers. Vous parlez d'une identité qui "se dilate" dans ces quartiers. L'école devient-elle un espace de confrontation entre les identités dilatées et les identités "confuses"?

AB: Je pense que l'institution scolaire catholique n'a pas beaucoup d'autres possibilités que celles de la souplesse, du bon sens et de la mise en œuvre de la plus grande tolérance et d'ouverture à l'autre. Sur le moyen et le long terme, je pense que l'enseignement libre devrait mieux exploiter la liberté constitutionnelle d'enseignement qui nous offre plus de possibilités que celles dont on use. Nous devrions mieux rencontrer les exigences de l'heure, notamment face à ces enfants issus de l'immigration.

ce pas dangereux de concevoir des écoles pour cet enfermement-là?

AB: Bien sûr que cela a des inconvénients. Je ne prétends pas qu'il faut systématiquement aller vers cet apartheid volontaire. Il reste à savoir si nous avons le choix, et si ne pas offrir au moins cette alternative dans certaines circonstances, dans certains lieux et pendant une certaine période ne va pas amener des inconvénients plus grands encore. Si on laissait plus d'autonomie, de créativité aux PO, les choses se régleraient de manière plus souple et moins dramatique.

Vous dites que la vision théocratique de l'islam est un point de désaccord avec les fondements de la démocratie. La culture du débat

qui ont besoin d'avoir des vis-à-vis qui croient en quelque chose, et pas des adultes qui simulent derrière une neutralité qu'ils n'ont pas, très souvent. La théocratie est un autre problème, dans la mesure où l'Islam occidental est traversé par le courant salafiste qui n'y renonce pas. Nous n'avons pas plus la possibilité de résoudre ce problème que nous n'avons celle de réduire les positions intégristes de certains chrétiens. Il faut vivre avec cela et essayer de trouver ensemble des solutions.

En 2007, lors de l'Université d'été du SeGEC³, vous aviez relevé le rôle déterminant des femmes dans le déclin des pratiques religieuses catholiques. N'est-ce pas aussi symbolique que ce soit à travers le voile des femmes que ces questions surgissent sur la scène publique?

AB: C'est un problème essentiel. En ce qui concerne l'Islam, la question du corps des femmes est une question névralgique. La volonté machiste des hommes musulmans de ne pas perdre le contrôle sur le sérail est un foyer de résistance terrible. La sociologue turque Nilüfer GÖLE montre bien comment ces blocages persistent. Il n'est donc pas étonnant que l'abcès se soit fixé sur la question du port du voile.

En coupant le dialogue avec ces femmes, ne bloque-t-on pas la possibilité d'arriver à un Islam moderne?

AB: Sans doute... Mais elles ne seront capables d'avancer que si les sociétés occidentales entendent aussi les questions qu'elles posent à propos de l'impudicité des femmes chez nous. Le discours au sein de l'immigration est très dur à l'égard de cette impudicité ressentie. Il ne suffit pas d'être tolérant, il faut entendre ce qu'elles disent à propos des raisons qui les poussent à agir comme elles le font. ■

ANNE LEBLANC



Albert BASTENIER: "Pour un enseignement libre, dans le sens d'un enseignement qui ne se définit pas par une forme d'asepsie idéologique".

Comme ces congrégations religieuses qui revendiquaient jadis la mission de répondre aux besoins de scolarisation des classes les plus démunies. Pourquoi ne pas renouer avec ces paris pédagogiques? Mon idéal n'est pas celui de Mme ARENA qui s'imagine que, quand elle aura une représentation statistique parfaite de la diversité sociale dans les classes, elle aura réalisé l'égalité et le maximum de chances pour tous de réussir. Je pense qu'on donne plus de chances aux jeunes défavorisés de réussir grâce à des projets exigeants conçus pour les faire réussir.

Certains travaux sociologiques montrent, notamment dans la communauté turque, une volonté de repli allant jusqu'à la création de "ghettos auto-construits". Ne serait-

devrait permettre d'atteindre "la bonne vie". Peut-on pratiquer cette culture du débat à l'école?

AB: La culture du débat est difficile, face à un public dont les convictions sont en pleine élaboration. La construction des identités demande qu'on ne se trouve pas dans un contexte protéiforme où tout est mis sur le même pied. L'acte d'enseigner n'est pas séparable de la conviction des enseignants. L'enseignant doit pouvoir en même temps montrer les termes d'un problème et ne pas faire semblant qu'il est indifférent face aux solutions. C'est pour cela que je suis un défenseur de l'enseignement libre, dans le sens d'un enseignement qui ne se définit pas par une forme d'asepsie idéologique. L'acte d'enseigner demande que l'enseignant ait des convictions face à des jeunes

1. La Revue Nouvelle, février 2010, pp. 50 à 70.

2. TRIBALAT M., *Les yeux grands fermés*, Éd. Denoël, Paris, 2010.

3. enseignement.catholique.be > Services du SeGEC > Etude > Activités